

*Le budget*

Comme je l'ai dit, il y a six ans, le déficit atteignait plus de 38 milliards de dollars; il y a quatre ans, il se situait à 30,6 milliards, comme c'était le cas l'année dernière.

Dans ce budget, on prévoit que le déficit sera de 28,5 milliards cette année et de 26,8 milliards l'année prochaine. Ce sont là des éléments positifs dont les députés de l'opposition devraient parler avec beaucoup de fierté dans leurs exposés. Or, ils ne les ont pas relevés souvent.

Voilà l'amélioration qu'on apporte. Ce budget prépare la voie à une croissance soutenue et au renforcement de l'économie, ce qui améliore directement la capacité du Canada de réduire la dette. Tant que nous ne le ferons pas, nous ne pourrons tout simplement pas consacrer des fonds à quelques-uns des secteurs dont les députés d'en face rappellent avec raison la grande importance.

Comment avons-nous pris ces initiatives positives dans le budget? Non, contrairement à ce que certains prétendent à la Chambre, nous ne nous sommes pas attaqués aux programmes sociaux.

Le budget ne touche absolument pas aux prestations pour personnes âgées, aux pensions de vieillesse, aux allocations familiales, aux allocations de conjoints, aux suppléments de revenu garanti, aux pensions d'anciens combattants ni aux prestations d'assurance-chômage. Le budget n'a aucune incidence négative sur ces prestations.

Les programmes de prestations familiales offerts par l'entremise des provinces seront encore entièrement protégés sauf dans trois provinces. Je viens de l'une d'entre elles. Même si ces programmes n'y sont pas entièrement protégés, ces provinces toucheront quand même des transferts accrus de 5 p. 100 à dépenser pour ces programmes si elles en ont besoin.

On ne peut donc pas dire que nous réduisons les fonds que nous leur versons. Nous ne nous sommes pas attaqués aux gens qui ont le plus besoin d'aide. Nous n'avons pas fermé le robinet. Mais comme le gouvernement limite à 3 p. 100 la croissance de toutes les dépenses publiques, il n'est pas déraisonnable de demander aux provinces de participer à cet effort pour atteindre cet objectif de 3 p. 100. Auparavant, tandis que nous nous limitons à une hausse de 3 p. 100, les transferts que nous versons aux provinces augmentaient de 6,6 p. 100. Nous leur disons donc, comme à tous les Canadiens, qu'il est temps de nous serrer la ceinture. Si elles veulent des fonds du gouvernement fédéral, nous leur en verserons dans la même mesure que nous en attribuons à tous les programmes gouvernementaux auxquels nous partici-

pons, en en limitant la croissance à environ 3 p. 100. Cela ne me paraît pas déraisonnable.

On a beaucoup parlé des paiements de transfert aux provinces. Nous leur versons des fonds à divers titres, notamment dans le cadre du Financement des programmes établis. Les fonds versés à ce titre seront gelés, sous réserve, bien sûr, des rajustements attribuables aux variations de population.

Ce programme a financé par le passé les soins de santé et l'enseignement postsecondaire, mais depuis 1977, il n'y a pas de lien entre les fonds versés aux provinces et les services assurés par celles-ci.

Parlons un peu de l'Ontario. J'ai lu tout à l'heure quelques titres d'articles suivant lesquels l'Ontario était durement touchée. Dans cette province, les listes d'attente pour des opérations graves sont longues. Des cancéreux de Toronto doivent aller dans des hôpitaux d'Ottawa, voire des établissements américains, pour se faire soigner. Dans les campagnes, la situation est encore pire. Même les villes sont aux prises avec de sérieux problèmes en matière de soins de santé.

Le trésorier de l'Ontario est revenu exprès de la Floride cette semaine pour annoncer qu'il présenterait un budget équilibré en raison de rentrées imprévues de 950 millions de dollars de recettes fiscales que le gouvernement fédéral venait de lui verser.

S'en est-il servi pour engager davantage de médecins et d'infirmières? Non.

S'en est-il servi pour envoyer un patient dans un hôpital éloigné pour y recevoir des soins particuliers? Pensez-vous!

S'en est-il servi pour aménager d'autres chambres dans les hôpitaux ou pour agrandir du double l'hôpital général d'Ajax et de Pickering, comme il l'avait promis à mes électeurs?

S'en est-il servi pour honorer la promesse qu'il a faite à mes électeurs d'agrandir l'unité des soins de longue durée de l'hôpital général de Whitby? Pas question. Quand les députés disent que les soins de santé seront touchés, il est clair qu'en Ontario, à tout le moins, le gouvernement provincial fera comme il l'entend.

En outre, j'ajouterai que le gouvernement ontarien n'a pas utilisé non plus cet argent pour aider les universités qui ont des problèmes de financement.

Avant le dépôt du budget, j'ai lu dans certains articles que les fonds consacrés à la défense seraient considérablement réduits. Ils ne l'ont pas été. L'accroissement des dépenses est plafonné à 5 p. 100.